



Casa África – Opportunités d'affaires

République du Sud-Soudan

Le Sud-Soudan est un pays caractérisé par la menace de famine et de guerres civiles, et dont la situation va très probablement s'aggraver avec la crise actuelle. L'impact de la pandémie devrait se transmettre par le biais des prix des produits de base et du commerce, ainsi que par les flux d'investissements directs étrangers et les envois de fonds des migrants. Le PIB devrait se contracter de 0,4 à 3,6 % d'ici 2020. Contrairement à d'autres pays, la situation au Sud-Soudan ne semble pas s'améliorer d'ici 2021, avec une contraction de 1,5 % prévue pour cette année-là. Toutefois, on s'attend à ce que la stabilisation des prix internationaux du pétrole stimule la production et les exportations de pétrole, ce qui, dans ce cas, entraînerait une reprise de la croissance du PIB de 0,1 % d'ici 2021.

Les revenus pétroliers représentent environ 80 % du PIB et un pourcentage encore plus élevé des revenus du gouvernement, ce qui rend le Sud-Soudan très vulnérable aux fluctuations des prix internationaux du pétrole. La croissance modérée des principaux partenaires commerciaux, tels que la Chine, a réduit la demande d'exportations de pétrole, et avec la chute brutale des prix du pétrole, les bénéfices ont diminué. La détérioration du déficit commercial qui en résultera et la réduction attendue des envois de fonds des travailleurs émigrés creuseront encore le déficit des comptes courants, qui atteindra 8,8 % en 2020 et pourrait atteindre 9,3 % si la pandémie se prolonge, aggravée par la baisse des investissements directs étrangers, notamment dans le secteur pétrolier. L'inflation devrait rester élevée, à 32,6 %, d'ici 2020, car la baisse de la demande ne compensera pas les perturbations des chaînes d'approvisionnement dues aux fermetures de frontières et aux mesures de confinement dans les pays voisins. La réduction des recettes pétrolières et les dépenses publiques élevées pour contenir la pandémie devraient également aggraver le déficit budgétaire, qui devrait atteindre 7,4 % du PIB en 2020. En fin de compte, la diminution des envois de fonds réduira la consommation, aggravera la pauvreté et exacerbera les besoins humanitaires au milieu de la fragile transition politique post-conflit, plus de la moitié de la population étant confrontée à l'insécurité alimentaire.

Avant l'arrivée de COVID-19, les perspectives pour le pays étaient positives, principalement en raison de l'augmentation prévue des exportations de pétrole, de l'augmentation de l'approvisionnement en électricité et de l'amélioration des infrastructures. Cela devait donner confiance aux investisseurs privés et par conséquent accroître les investissements étrangers, mais avec l'arrivée de cette crise sanitaire, les perspectives présentent de grands défis pour le pays et un report de ce qui précède. Le gouvernement a également prévu plusieurs réformes pour accroître le recouvrement des recettes, en particulier les recettes non pétrolières.

Parmi les défis structurels les plus notables pour le pays figurent le manque de diversification économique, la dette publique élevée, la faiblesse des institutions et l'incertitude politique. L'engagement en faveur de l'accord de paix restera essentiel pour la stabilité de la production pétrolière, des investissements privés, des flux de devises et des investissements publics dans les secteurs critiques de la santé, de l'éducation et de l'agriculture.

AEO: <https://www.afdb.org/en/documents/african-economic-outlook-2020>

AEO (Suplemento COVID-19): <https://www.afdb.org/en/documents/african-economic-outlook-2020-supplement>